

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sous embargo jusqu'au : 07h30 CEST (heure de Paris) – 24 juin 2025

Les énergies renouvelables battent de nouveaux records mondiaux – mais leur essor leurs progrès[GW1] sont limités par les barrières commerciales, l'incertitude des marchés et le manque de politiques publiques

Le dernier rapport de REN21 sonne l'alarme : même si les énergies renouvelables atteignent des niveaux record, la dynamique s'essouffle – sapée par des politiques peu claires, des restrictions commerciales croissantes et une volatilité accrue des marchés dans un contexte de demande énergétique mondiale en hausse.

Messages clés :

- **La demande énergétique a augmenté de 2,2 % en 2024**, principalement dans les économies émergentes et la Chine. L'utilisation de l'électricité a progressé de 4,3 %, en grande partie pour l'IA, le refroidissement et les transports. L'usage des énergies fossiles a également crû, entraînant une hausse des émissions de CO₂ de 0,8 %.
- **Un record de 740 GW de capacités renouvelables a été ajouté en 2024**, mais cela représente moins de la moitié de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif mondial de la COP28 de tripler les capacités d'ici 2030.
- Seul le solaire photovoltaïque est en bonne voie pour atteindre l'objectif mondial (il représente 81 % des nouvelles capacités). L'énergie solaire en toiture a progressé de 22 % dans les pays en développement, témoignant d'une évolution vers des systèmes décentralisés.
- **Les contrats d'achat d'électricité (PPA) d'entreprises ont augmenté de 69 GW, soit +35 % par rapport à 2023**, portés par les grandes entreprises technologiques et industrielles en quête de stabilité et de durabilité.
- **Les restrictions commerciales sont passées de seulement 9 en 2015 à 212 en 2024**, dont plus de 50 restrictions sur le solaire photovoltaïque, reflétant les tensions croissantes sur l'accès aux technologies propres.

Paris – En 2024, un volume record de 740 gigawatts de capacités renouvelables a été ajouté – la plus forte progression annuelle jamais enregistrée. Le solaire photovoltaïque a représenté plus des trois quarts de cette croissance, grâce à la baisse des coûts technologiques et à une demande soutenue. Pourtant, ces avancées ne suffisent pas à atteindre l'objectif mondial de triplement des capacités d'ici 2030.

Le nouveau rapport du REN21, *Renewables 2025 Global Status Report: Global Overview*, dresse un constat plus préoccupant : alors que les déploiements s'accroissent, la transformation systémique stagne.

Malgré l'ambition affichée de tripler les capacités d'ici 2030, les trajectoires actuelles laissent présager un déficit de 6,2 térawatts – soit plus que la totalité des capacités renouvelables actuellement installées. À ce jour, seul le solaire photovoltaïque est en voie de contribuer pleinement à l'objectif.

Il faut aller au-delà du système électrique : la chaleur et les carburants représentent plus des trois quarts de la consommation finale d'énergie, mais les renouvelables ne couvrent que 5,7 % de cette demande, et l'électrification est lente et inégale selon les secteurs. Une planification énergétique à long terme et des réformes institutionnelles sont essentielles pour réussir la transition à l'échelle de l'économie et accélérer le basculement vers les renouvelables. La demande énergétique en hausse (+2,2 % en 2024), combinée à des signaux politiques flous et à l'incertitude des marchés, freine les progrès à un moment décisif.

« Nous déployons le renouvelable à un rythme record, mais nous ne mettons pas en place les systèmes nécessaires pour basculer vers une économie fondée sur le renouvelable », a déclaré Rana Adib, Directrice exécutive de REN21. « Sans politiques cohérentes, planification coordonnée et infrastructures résilientes – y compris réseaux et stockage – même des déploiements record ne suffiront pas à assurer une transformation rapide et durable. Le renouvelable doit désormais être considéré comme une infrastructure économique essentielle – garante de sécurité, de résilience et de prospérité. »

UNE TRANSITION EN PÉRIL

En 2024, plusieurs grandes économies ont reculé ou retardé leurs mesures climatiques et énergétiques : retrait des États-Unis de l'Accord de Paris, annulation par la Nouvelle-Zélande de l'interdiction des forages pétroliers et gaziers offshore, et le Royaume-Uni a annoncé qu'il renonçait à interdire la vente de nouvelles chaudières à gaz d'ici à 2035. Seuls 13 pays ont respecté la date limite de février fixée par l'ONU pour soumettre leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN) révisées pour 2025–2035. Cela reflète une tendance plus large à la baisse de l'ambition, liée à des dynamiques politiques changeantes, des pressions économiques et des décisions à court terme.

Parallèlement, les mesures commerciales visant le renouvelable et les technologies associées ont explosé, passant de 9 en 2015 à 212 en 2024 – dont 51 sur le solaire photovoltaïque, 32 sur l'éolien et 51 sur les batteries. Si ces mesures visent à renforcer les marchés nationaux, elles engendrent aussi une incertitude d'approvisionnement et des retards dans la mise en œuvre des projets à l'échelle mondiale.

Les compagnies pétrolières et les banques reculent sur leurs engagements et suspendent les investissements liés à la transition, remettant en cause la fiabilité des contributions volontaires à la transition énergétique.

« Gouvernements, investisseurs, organisations : il faut agir maintenant. La pensée à court terme ne permettra pas d'atteindre les transformations systémiques nécessaires pour débloquer tout le potentiel du renouvelable, et retarder l'action accroît les risques et les coûts – qu'ils soient climatiques, économiques ou sécuritaires », a ajouté Adib. « Il faut dès à présent aligner politiques, planification et financements pour réussir une transformation en profondeur de nos économies et de nos sociétés. »

De nombreuses entreprises, notamment dans le secteur technologique et industriel, ont accru leurs achats d'énergie renouvelable via des PPA, atteignant 69 GW (+35 % par rapport à 2023), signe que celles-ci sont un choix économique pertinent. La demande reste forte : développement du solaire en toiture au Pakistan et en Afrique du Sud, ventes mondiales record de véhicules électriques, qui représentaient plus d'une vente de voiture sur cinq en 2024. Toutefois, ces ventes ont ralenti dans certaines parties de l'Europe en raison de la réduction des subventions, et le déploiement de l'éolien et des pompes à chaleur a stagné ou reculé sur plusieurs marchés.

Les investissements ont atteint 728 milliards USD en 2024, mais restent très concentrés dans quelques marchés – principalement la Chine, l'Union européenne et les États-Unis. Combiné à un coût du capital élevé et inégal (souvent deux fois plus élevé dans les pays à faible revenu), cela freine le déploiement des énergies renouvelables dans de nombreuses régions. En outre, un déficit d'investissement de 772 milliards USD persiste pour atteindre l'objectif annuel de 1 500 milliards USD.

Ramón Méndez Galain, Président de REN21 et ancien secrétaire à l'Énergie de l'Uruguay, a déclaré :

« La transition énergétique est une opportunité pour transformer les fondements de nos économies. Les renouvelables sont un catalyseur de changement systémique – mais seulement si les gouvernements, investisseurs et organisations s'alignent sur des stratégies de long terme, au lieu de se laisser guider par des signaux à court terme. Le changement systémique signifie aller au-delà des objectifs pour mettre en œuvre des réformes concrètes au sein des institutions, des secteurs et des politiques. »

REN21 appelle les gouvernements, les acteurs industriels et les institutions internationales à aller au-delà des seuls objectifs de déploiement et à s'engager en faveur d'une réforme systémique. Cela implique : planification énergétique à long terme, modernisation des réseaux, investissements dans le stockage, réduction de la consommation d'énergie, sortie des énergies fossiles, élimination des obstacles au financement et transition rapide et équitable vers une économie fondée sur les renouvelables.

À propos de REN21

REN21 est le réseau mondial multipartite regroupant gouvernements, industrie, ONG, scientifiques et universitaires, qui facilite les transformations nécessaires vers une économie fondée sur les renouvelables, au service de sociétés prospères.

Fondé en 2004, REN21 s'appuie sur un réseau solide et diversifié de 121 institutions et une communauté de plus de 4 000 acteurs issus du secteur énergétique et d'autres secteurs clés. Sa gouvernance inclusive et sa culture collaborative lui permettent de capitaliser sur l'intelligence collective de cette communauté mondiale pour faire avancer les solutions en faveur de la prospérité économique et du bien-être sociétal.

Depuis 2005, le *Renewables Global Status Report* de REN21 est co-construit avec des centaines d'experts et de contributeurs pour mettre en lumière les évolutions et tendances majeures dans les renouvelables.